

Juin 2014

N° 112320

Contact :
Damien Philippot
prenom.nom@ifop.com

Observatoire des politiques publiques : ***Les Français et les pistes innovantes de réforme de l'action publique***

Paris
Toronto
Shanghai
Buenos Aires

ifop

Connection creates value

pour

acteurspublics
www.acteurspublics.com

Etude réalisée par l'Ifop pour :

Acteurs Publics

Echantillon :

Echantillon de **1009 personnes**, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession de l'interviewé) après stratification par région et catégorie d'agglomération.

Mode de recueil :

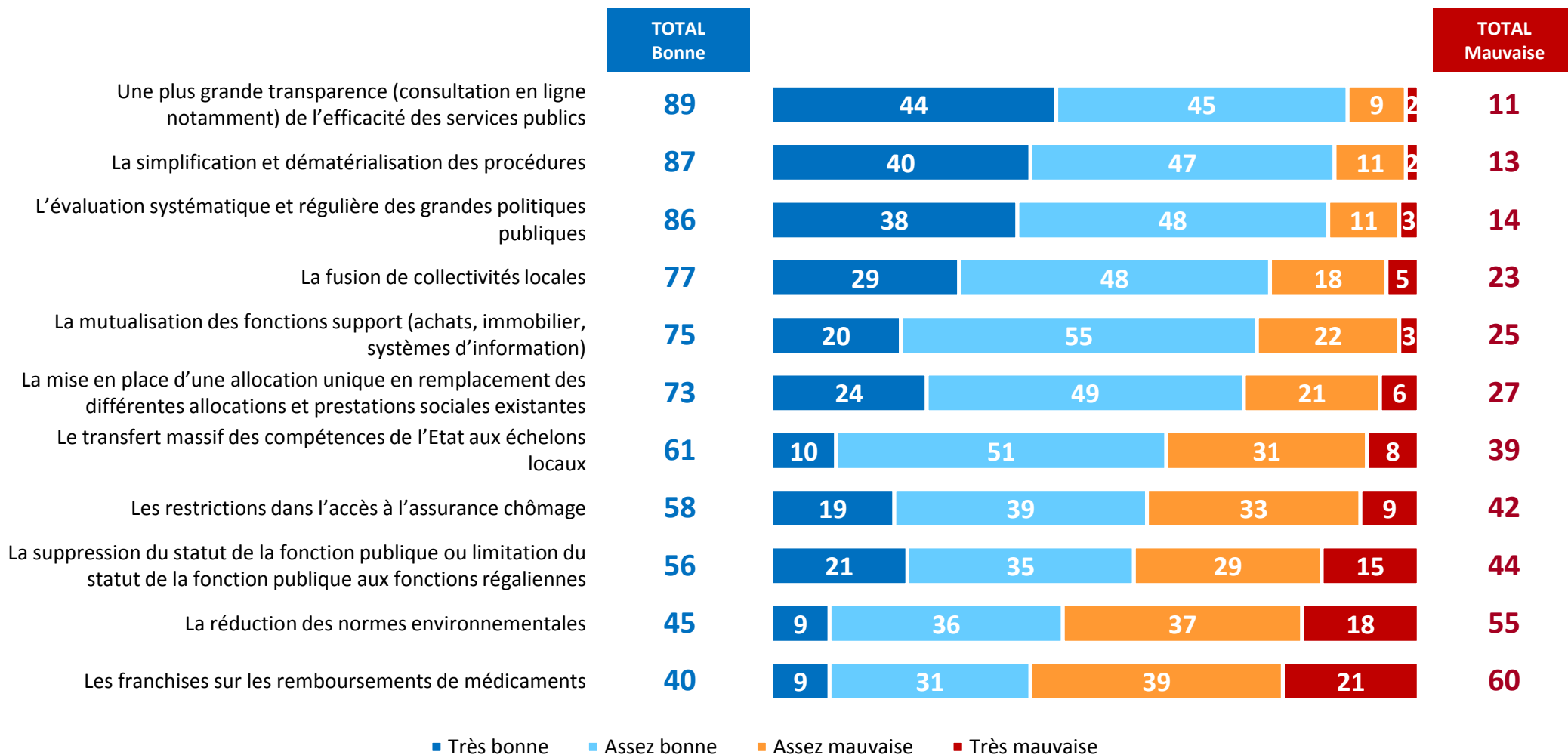
Les interviews ont eu lieu par questionnaire auto-administré en ligne (*CAWI - Computer Assisted Web Interviewing*).

Dates de terrain :

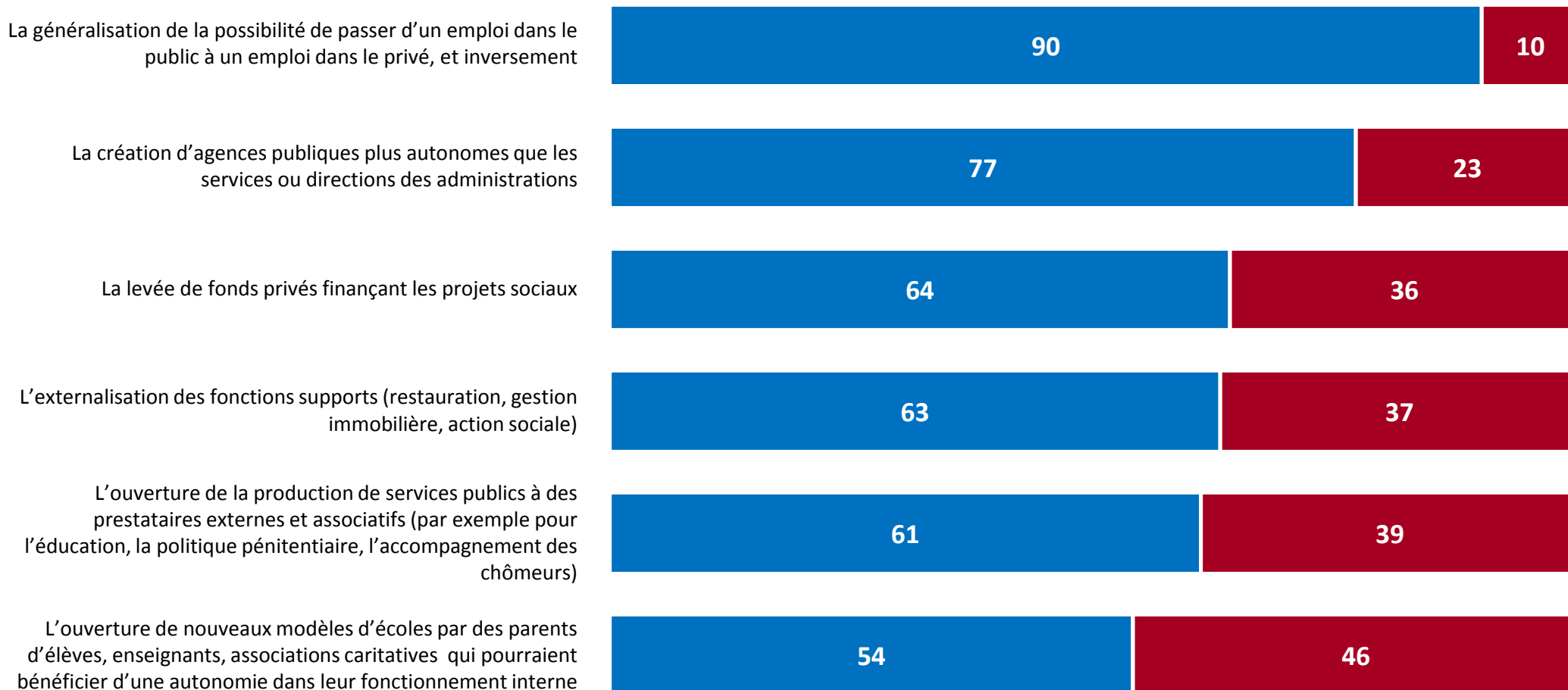
Du 11 au 13 juin 2014

Le jugement à l'égard de pistes de réforme pour optimiser les politiques publiques

Question : La modernisation des administrations publiques se traduit dans les pays de l'OCDE par différentes approches plus ou moins innovantes, plus ou moins en rupture. Pour chacune des pistes de réforme suivantes mises en œuvre en France ou à l'étranger, diriez-vous que c'est une très bonne, une assez bonne, une assez mauvaise, ou une très mauvaise réforme pour réduire les coûts et augmenter l'efficacité des politiques publiques?



Question : Pour chacun des nouveaux modèles de production des services publics suivants, diriez-vous que vous y êtes plutôt favorable ou plutôt défavorable ?

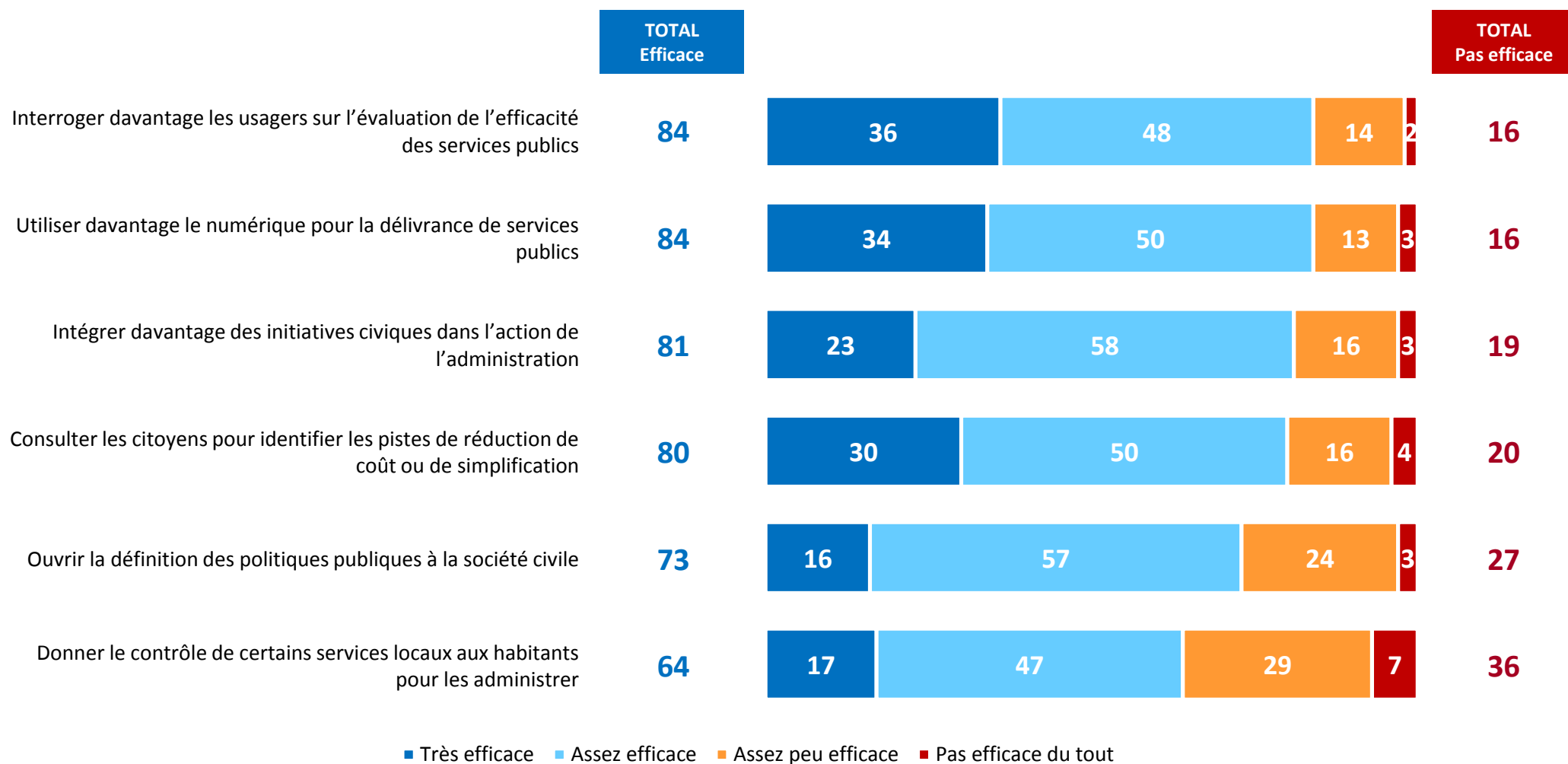


■ Plutôt favorable

■ Plutôt défavorable

L'efficacité perçue de différentes mesures visant à intégrer davantage l'utilisateur dans l'action publique

Question : Pour chacune des mesures suivantes donnant d'avantage de place à l'utilisateur, diriez-vous qu'elle pourrait améliorer l'efficacité de l'action publique de manière très efficace, assez efficace, assez peu efficace, pas efficace du tout ?



La crise économique de 2008 a levé le voile sur la problématique de l'accroissement de la dette publique dans les Etats occidentaux. La baisse des dépenses publiques est aujourd'hui installée dans le référentiel politique global et constitue un objectif majeur pour les différents gouvernements en place. La Révision Générale des Politiques Publiques en France en 2007, puis la Modernisation de l'Action Publique à partir de 2012, ont été instituées en poursuivant cet objectif ; il s'agissait également de moderniser l'action publique afin de la rendre plus efficace. Dans cette perspective, alors que le Premier Ministre Manuel Valls a accéléré le calendrier de la réforme territoriale, **Acteurs Publics a souhaité évaluer auprès du grand public les différentes pistes qui pourrait s'inscrire dans le cadre de la réforme globale du fonctionnement de l'Etat.** Les résultats de l'étude mettent ainsi en exergue **deux grandes aspirations des Français : la simplification de l'action publique et l'évaluation des politiques publiques.**

Aux yeux des Français, l'optimisation des politiques publiques passent tout d'abord par une meilleure évaluation de l'action publique. La systématisation de l'évaluation des grandes politiques publiques est ainsi réclamée par une large majorité de personnes interrogées (86%). Cela se traduit également par une plus grande intégration du citoyen dans ce processus de contrôle : une plus grande transparence de l'efficacité des services publics semble vivement souhaitée (89%). **La simplification de l'action publique apparaît comme une seconde priorité pour réduire les coûts et augmenter l'efficacité des politiques publiques.** Les Français s'accordent en effet massivement sur la nécessité de simplifier et de dématérialiser certaines procédures (87%). A un niveau inférieur, ils se montrent favorables à une fusion de certains échelons de collectivités locales (77%), à une mutualisation des fonctions support (75%) et à la mise en place d'une allocation unique en remplacement des différentes allocations et prestations sociales existantes (73%), mesures qui permettraient de diminuer le nombre d'acteurs agissant sur une action publique. Ces différentes pistes font l'objet d'un certain consensus au sein de la population, quelle que soit la sensibilité partisane. Mais l'unité s'effrite à l'évocation d'autres pistes telles que la suppression du statut de la fonction publique ou la limitation du statut de la fonction publique aux fonctions régaliennes (56%) mais aussi l'établissement de franchises sur les remboursements de médicaments (40%). Le clivage politique gauche-droite opère en effet nettement sur ces questions, entre sympathisants de gauche rétifs et sympathisants de droite majoritairement favorables.

Interrogés sur les nouveaux modèles de production des services publics, les Français plébiscitent les schémas fondés sur la flexibilité et la souplesse. Les personnes interrogées se montrent ainsi majoritairement favorables à la généralisation de la possibilité de passer d'un emploi dans le public à un emploi dans le privé, et inversement (90%) et à la création d'agences publiques plus autonomes que les services ou directions des administrations (77%). **Mais s'il s'agit clairement d'apporter un nouveau souffle et des compétences extérieures dans le processus de production, il s'agit moins de déléguer directement des services publics à des personnes privées.** L'ouverture de la production de services publics à des prestataires externes et associatifs (61%), notamment de modèles d'écoles par des parents d'élèves, des enseignants, des associations caritatives (54%), suscite un assentiment moins fort tout en créant une césure en fonction de la sensibilité politique. Les sympathisants de droite (68% et 59% respectivement) se montrent en effet plus favorables à ces deux modèles que les sympathisants de gauche (59% et 48%).

L'intégration du citoyen dans le processus de production de l'action publique apparaît comme un souhait important des Français dans la perspective de la rendre plus efficiente. Ces derniers semblent cependant davantage favorables à une intervention des usagers en aval du processus de production plutôt qu'à sa source. Plus de quatre personnes sur cinq jugent qu'utiliser davantage le numérique pour la délivrance de services publics (84%) et qu'interroger davantage les usagers sur l'évaluation de l'efficacité des services publics (84%) seraient des moyens efficaces d'amélioration de l'action publique. Ces résultats contrastent légèrement avec ceux obtenus pour les mesures visant à intégrer l'utilisateur dans le processus de décision. L'efficacité perçue de l'ouverture de la définition des politiques publiques à la société civile (73%) et de la délégation du contrôle de certains services locaux aux habitants pour les administrer (64%) semble moins évidente pour les Français.

Damien Philippot

Directeur des études politiques au Département Opinion et Stratégies d'Entreprise de l'Ifop